

**Hélène Bertheleu (dir.), *Mémoires des migrations en France. Du patrimoine à la citoyenneté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Sociétés », 2016.**

**Sandra Vacca**



Derrière les divers phénomènes migratoires se cachent des mémoires et héritages disputés, discutés et, jusqu'à récemment avec l'ouverture en 2007 de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration<sup>1</sup>, peu visibles. Depuis quelques années, le thème de la muséification des migrations a inspiré nombre de recherches et de publications, allant de la sociologie à l'histoire en passant par les *cultural studies* et les *museum studies*<sup>2</sup>. L'ouvrage *Mémoires des migrations en France. Du Patrimoine à la citoyenneté* est une contribution intéressante mêlant réflexions théoriques et études de cas. Cet ouvrage en trois parties, issu d'un colloque tenu à Tours en juin 2011, rassemble des chercheurs en sciences humaines et sociales et des acteurs institutionnels de la culture, de l'urbain et du social, et il explore la nature des liens entre mémoire(s), patrimoine et citoyenneté. Les auteurs identifient les raisons individuelles, collectives et institutionnelles de se souvenir des migrations et réfléchissent à la construction et à la place de celles-ci dans un contexte urbain.

La première partie propose « Une approche socio-anthropologique » du sujet et aide à saisir la complexité et la singularité du contexte historique, sociologique et scientifique français, dans lequel la patrimonialisation des mémoires des migrations s'inscrit. L'intérêt pour les migrants et leurs histoires n'a émergé que tard : le sujet est resté relativement en marge des recherches scientifiques, notamment ethnologiques (Françoise Clavairolle/Véronique Dassié), et du monde muséal. Les contributions posent les bases théoriques et définitionnelles indispensables à la compréhension du reste de l'ouvrage. Françoise Clavairolle et Véronique Dassié soulignent les

<sup>1</sup> Aujourd'hui Musée de l'histoire de l'immigration.

<sup>2</sup> Citons par exemple les travaux de Joachim Baur, Mary Stevens, Andrea Meza Torres, Natalie Bayer, ou Sandra Vacca et les ouvrages de Laurence Gourievidis (dir.), *Museums and Migration. History, Memory and Politics*, Londres, Routledge, 2014 ; Perla Innocenti (dir.), *Migrating Heritage*, Farnham, Surrey, Ashgate, 2014 ou encore récemment Noël Barbe et Marina Chauliac (dir.), *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

différences et le glissement terminologique qui a lieu entre mémoire, patrimoine et histoire, parfois perçus comme interchangeables. Hélène Bertheleu distingue quant à elle les « mémoires à l'œuvre », proposées par les migrants et leurs descendants, des « actions mémorielles », souvent initiées par des acteurs du développement social ou urbain (p. 28). Cette partie interroge également les effets culturels, sociétaux et politiques du travail mémoriel. Si Hélène Bertheleu espère que le travail mémoriel puisse être perçu comme une « expérience politique socialisatrice », un « acte de citoyenneté », permettant d'amorcer le processus de patrimonialisation, Alain Battégay s'interroge sur les différentes formes de « nous » transparaisant à travers la production de différentes mémoires et leur usage. Il s'inquiète tout particulièrement de l'artificialité du « nous national » qui inscrirait les mémoires des migrations dans un roman national contestable, pour renforcer une « gestion politique et culturelle de la nationalité dont les coordonnées identitaires sont prédéfinies » (p. 88). Il devient ainsi apparent que le travail sur les mémoires des migrations s'articule souvent autour du territoire, parfois de façon très locale – la ville, le quartier sont les échelles d'action privilégiées. C'est pourquoi Alain Battégay avance un argument très pertinent : ce travail de mémoire local amène à l'oubli et l'exclusion de celles et de ceux qui ne vivent plus sur place. Un déficit mémoriel qui montre les dangers et les difficultés liés à la patrimonialisation et la « fixation » historique et muséale d'un phénomène caractérisé par le mouvement et la fluidité.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « Mobilisés pour la mémoire : configurations singulières », explore les acteurs mobilisés pour la construction de l'histoire et des mémoires des migrations ainsi que leurs agendas divers. Il ressort que ces projets remplissent plusieurs fonctions : selon Catherine Neveu, commémorer la Marche de 1983 aide par exemple les activistes à redéfinir, réveiller, et réinventer le principe, les motivations et les paramètres de l'engagement citoyen. Les projets servent également, cela va de soi, à lutter contre l'oubli, à rendre hommage aux héros du passé, aux anciens. C'est le cas des communautés diasporiques arménienne de Montréal et ukrainienne en Montargis qui, comme le démontrent brillamment Véronique Dassié et Marie-Blanche Fourcade, développent des stratégies de constitution et de diffusion de patrimoines dits « domestiques » sur lesquels elles s'appuient pour préserver leur histoire, leur identité collective, et devenir plus visibles. Lutter contre l'oubli et la disparition, c'est aussi le but de la Faceef, la Fédération d'associations et de centres d'Espagnols émigrés en France, ancrée en Seine-Saint-Denis. Évelyne Ribert montre que, pour l'association, il s'agit entre autres de préserver sa propre histoire, sa mémoire – par le biais de la patrimonialisation de ses locaux, perçus comme lieu de mémoire dans un quartier où ne vit plus la population qu'elle représentait. Cette démarche diffère de celle de la municipalité qui, elle, à l'aide de plaques et de noms de rue à l'honneur de résistants anti-franquistes, agit plutôt dans une optique commémorative.

D'autres contributions soulignent les différents types d'utilisation – voire de manipulation – des mémoires. Julie Garnier démontre par exemple à l'aide de l'analyse des travaux mémoriels menés au quartier de La Source à Orléans, que les actions mémorielles menées à cette échelle ne conduisent pas uniquement à raviver des mémoires immigrées, mais également à une mise en retrait de certaines – une sorte de hiérarchisation des mémoires. Lorsque les projets sont financés par des infrastructures publiques, on assiste parfois à une mise au silence d'une partie de la

population concernée et à une exacerbation des voix de figures publiques et officielles, un effacement des dimensions conflictuelles et un recentrage des mémoires sur l'urbain plutôt que sur les humains et leur(s) vécu(s). Là encore, on retrouve l'idée que certains projets mémoriaux cimentent dangereusement la politique assimilationniste du « tous égaux ».

Dans la dernière partie, « Mémoires, patrimoine et territoire : le rôle des institutions », les auteurs se proposent d'analyser le rôle des institutions publiques dans le processus de patrimonialisation des mémoires des migrations. Il existe de multiples possibilités pour les mémoires des migrations d'entrer dans le « récit national » de l'histoire de France. Si les institutions et les exemples proposés semblent extrêmement disparates, on retrouve au fil des contributions des tendances similaires. Tout d'abord, on retiendra que les mémoires des migrations ne sont pas forcément mobilisées pour raconter l'histoire des migrations, mais utilisées de manière transversale, pour aborder des sujets de société divers et variés. C'est le cas au Rize, comme le montre Xavier de la Selle. L'institution ouverte en 2008 à Villeurbanne, née d'un projet politique du maire socialiste Bret, se définit comme un centre de la mémoire pour une ville fortement marquée par les mouvements migratoires et la culture ouvrière, constitutifs de l'identité locale. Le Rize travaille avec les habitants, les interroge – ils ne sont pas seulement *publics*, mais *sujets* des travaux du centre. La mémoire collective est produite avec les mémoires singulières. Les mémoires des migrations et des migrants, de ce fait, ne sont pas uniquement traitées en sujet isolé, mais apparaissent forcément dans toutes les expositions du centre. On remarquera ici que c'est le cas dans bon nombre de (nouveaux) musées comme le Mshed à Bristol ou du Historisches Museum de Francfort. La contribution de Claire Calogirou, responsable d'une exposition du MuCEM sur le hip-hop, suggère le même type de procédé. C'est à travers le prisme de la culture hip-hop que les mémoires des migrations (mais surtout des enfants issus de ces migrations, essentiellement post-coloniales) sont non seulement lues, mais aussi patrimonialisées.

Par ailleurs, les mémoires des migrations ne sont pas immobiles, mais vivantes, changeantes et inscrites dans des espaces et des chronologies à plusieurs dimensions symboliques. On l'a vu avec l'exemple villeurbannais et, plus haut, avec les migrations espagnoles en Seine-Saint-Denis. L'étude du cas du cimetière musulman de Bobigny par Jean-Barthélemy Debost renforce cet argument et souligne la complexité entourant l'inscription au patrimoine de lieux-symboles de l'immigration. Le site du cimetière est singulier. En lui cohabitent et se superposent plusieurs identités : architecture hors du commun, terre d'Islam, symbole et lieu de mémoire de l'immigration (post-)coloniale et du milieu ouvrier, lieu de culte. Inscire le cimetière au statut de patrimoine permet à une partie de l'histoire de l'immigration d'entrer dans le « récit national » de l'histoire de France, dans toute sa polyphonie. La patrimonialisation des mémoires remplit alors un rôle pédagogique.

Le dernier grand thème qui se dégage est celui de la démocratisation des institutions muséales et de la remise en question de leur attitude hégémonique. Hélène Hatzfeld, qui craint que la conception française axée sur l'unité conduise à un désintérêt pour la diversité, décrit très justement comment les musées mettant l'accent sur les identités (et mémoires) locales et particulières ont traditionnellement été dénigrés en

France. Ceci est en voie de changement : il s'agit pour le musée d'assumer un rôle citoyen, de devenir un lieu pour tous – un laboratoire sociétal. Claire Calogirou explique l'importance du travail non pas seulement *pour*, mais *avec* le(s) public(s), et de l'établissement d'une relation de confiance entre les coordinateurs et l'objet de leur étude – ici les descendants de migrants appartenant au mouvement hip-hop. Ce travail de rapprochement, qui devrait pourtant être une évidence, ne semble pas encore l'être pour tous, si on en juge l'analyse très critique de Julie Garnier de l'exposition « Nantais venus d'ailleurs ». Des objets recueillis au sein des populations immigrées résidentes à Nantes sont exposés, mais les structures associatives actives dans le milieu se voient refuser une participation dans le comité scientifique – et n'ont donc aucun droit de regard ou d'intervention. Cela provoque colère et mécontentement, que le musée se verra obligé de prendre en compte, en ouvrant son espace pour faire place à des interventions de ces mêmes associations au sein de l'exposition. Le musée devient alors un espace contesté et de contestation, de participation citoyenne, dans lequel le principe même de démocratie est négocié.

L'ouvrage, très riche, permet de découvrir les jeux d'échelle à l'œuvre dans le phénomène complexe de la patrimonialisation des mémoires des migrations. On peut se réjouir de la prise de distance critique de certains auteurs face aux dangers de manipulation de ces mémoires sensibles, qui serviraient à renforcer les fondations d'un roman national vieilli et problématique. Les quelques répétitions thématiques sont révélatrices de difficultés communes aux différents processus de patrimonialisation des mémoires – quels que soient les acteurs impliqués. On peut cependant regretter l'absence quasi-totale d'une dimension analytique transnationale, qui permettrait de relativiser (ou renforcer !) la spécificité du cas français. Évelyne Ribert évoque par exemple brièvement le rôle de certains pays classiques d'émigration dans l'émergence d'initiatives mémorielles en France. L'étude de l'influence d'acteurs internationaux, comme l'Union européenne (sa politique culturelle axée sur les questions d'identité/s et les financements qui y sont liés), ou bien une comparaison avec des exemples d'autres pays (allemands, par exemple) ou traitant d'autres mémoires et vécus ignorés (LGBTQ<sup>3</sup> par exemple) apporterait une dimension intéressante à ces recherches et à l'exploration des liens entre patrimoine, droits de l'homme et citoyenneté.

---

<sup>3</sup> LGBTQ : Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Queer.